



Pétition pour l'Emploi, les conditions de travail, les missions et les rémunérations

Monsieur le Directeur,

Après 25 000 emplois supprimés en 10 ans et 66% des départs en retraite non remplacés, c'est aujourd'hui 143 emplois supplémentaires (-158 C, +10 A, +5 B) qui sont supprimés à Paris.

Nous savons ce que cela veut dire pour notre travail quotidien. C'est encore plus de déréglementation à venir, avec son lot de contraintes : contraintes sur la pause déjeuner, contraintes sur les congés, contraintes sur la participation aux formations, contraintes pour être formé au futur métier pour les stagiaires, contraintes pour réaliser les missions, même les plus courantes, contraintes dans le suivi de son travail, etc.

La Cour des Comptes dans son rapport, le Directeur Général dans « Echanges » l'ont annoncé : ce qui est à l'ordre du jour, c'est la 2^{ème} phase de la fusion qui préconise l'abandon de certaines missions par le truchement de mutualisations et d'expérimentations en tous genres. NOUS N'EN VOULONS PAS.

Les agents soussignés :

S'opposent aux 143 suppressions d'emplois prévues à Paris :

- qui sont dictées par le dogme du moins d'état, moins de fonctionnaires,
- qui n'apportent pas une amélioration des comptes publics,
- qui dégradent l'exercice des missions et le service public,
- qui conduisent à des fermetures de services,
- qui augmentent fortement des charges de travail déjà en hausse
- qui accroissent la souffrance au travail,

Et exigent le comblement de tous les emplois vacants et l'embauche d'emplois statutaires.

Refusent le sacrifice des missions fiscales, financières, comptables et foncières, et exigent :

- des moyens aux services d'assurer pleinement toutes les missions,
- l'amélioration de la qualité des missions,
- un accueil de qualité,
- de revoir le mode de pilotage et le mode de management pour assurer enfin un véritable soutien technique.

Exigent l'amélioration de leurs conditions de travail, rapidement et concrètement :

- par une véritable politique de prévention des risques,
- par la prise en compte de leur parole et leur connaissance des métiers,
- par l'amélioration de l'environnement fonctionnel et matériel,
- par des services et une direction à taille humaine,
- par l'arrêt des réformes et restructurations incessantes,
- par une restauration AGRAF, au tarif AGRAF, sur tous les sites.

Exigent l'abandon de la rémunération au mérite et la revalorisation de leurs rémunérations :

- par l'augmentation du point d'indice,
- par la revalorisation du régime indemnitaire,
- par la revalorisation des pensions,
- par le respect du statut de la Fonction Publique,
- par la revalorisation de l'action sociale.

NOM	SERVICE	SIGNATURE
NOM	SERVICE	SIGNATURE



**SECTIONS
DE PARIS**

--	--	--